

Adopté par le Comité directeur du PLR. Les Libéraux-Radicaux le 22 juin 2020

COVID-19 : La sécurité avant tout

Avancer ensemble

Une crise sanitaire de longue durée peut toujours potentiellement se transformer en une crise sécuritaire. Il est, par conséquent, urgent de disposer d'une réserve stratégique qui puisse apporter un soutien subsidiaire aux autorités civiles et aux organisations de premier plan en cas de crise. La crise du Covid-19 a confirmé que, dans un cas particulier, l'armée, en tant qu'élément de réserve stratégique, peut être mobilisée rapidement, efficacement et sans tracas bureaucratique. En interaction avec la protection civile, les organisations de sécurité miliciennes ont pu rapidement fournir aux autorités civiles le soutien nécessaire. Le PLR continuera, à l'avenir, à plaider pour une armée de milice forte. L'un des défis majeurs en matière de politique de sécurité sera désormais de ne pas se limiter à la lutte contre les pandémies. Pour le PLR, il est clair que la politique de sécurité doit toujours être tournée vers l'avenir et garder un œil sur toutes les menaces possibles.

1. Défis

- › La crise du Covid-19 a mis en lumière comment une pandémie peut rapidement surcharger les autorités civiles et les organisations de premier plan en générant une pénurie de personnel touché par la maladie. Ce danger existe également en cas de deuxième vague.
- › Les principaux défis dans le domaine de la sécurité consistent à maintenir l'ordre public et à sécuriser les frontières lorsque, comme dans le cas d'une pandémie, la fermeture de celles-ci devient nécessaire.
- › Pendant la crise du Covid-19, il n'y a pas eu de sous-apvisionnement systématique de la population. Cependant, la Suisse a dû faire face à un manque de matériel de protection, en particulier de masques. Le matériel de protection doit être accessible à l'ensemble de la population, afin de pouvoir respecter les gestes barrière dans les endroits où la densité de personnes est élevée (par exemple, les transports publics).
- › Il existe une tendance à toujours préparer la dernière crise plutôt que de planifier la suivante. Cela risque de conduire à des velléités politiques visant à orienter l'armée uniquement vers des tâches de protection civile ou de lutte contre les pandémies, tout en négligeant la tâche de défense à proprement parlé. Contrecarrer cette tendance sera un défi politique dans les mois à venir.
- › Durant la crise du Covid-19, l'armée et la protection civile ont apporté un soutien subsidiaire rapide et efficace aux autorités. Pour que cela demeure possible à l'avenir, les effectifs des forces armées et de la protection civile doivent être assurés à long terme. Il faut enfin trouver des solutions à ce défi majeur.

2. Interventions parlementaires du PLR jusqu'ici

- › Le PLR défend une armée forte. Dans le cadre du développement de l'armée ([14.069](#)), il a soutenu la réintroduction de la mobilisation, qui s'est récemment avérée déterminante, et un cadre financier annuel de CHF 5 milliards. Le PLR préconise également des ressources suffisantes dans le cadre de la consultation annuelle du message sur l'armée.

- › Le PLR est en faveur d'une armée avec une base solide, capable de contrer toutes sortes de dangers. Un des succès du PLR est le renforcement de la cybersécurité au sein de l'armée ainsi que des autorités civiles. Ses initiatives parlementaires y relatives sont maintenant mises en œuvre par le Conseil fédéral ([17.3507](#); [17.3508](#))
- › Le PLR s'engage dans tous les domaines de la politique de sécurité, y compris la sécurité intérieure. Le PLR réclame depuis longtemps des mesures plus efficaces pour lutter contre le terrorisme ([15.407](#)). Grâce à la pression constante du PLR, les mesures antiterroristes sont maintenant renforcées.
- › La situation du stockage obligatoire s'est avérée partiellement déficiente lors de la crise du Covid-19. Le PLR préconise une révision des réserves obligatoires, notamment en matière de matériel de protection et de médicaments. Il a soumis avec succès un certain nombre d'interventions allant dans ce sens ([20.3238](#); [20.3241](#)).
- › Le PLR exige une analyse des structures opérationnelles de gestion de crises. Il convient notamment d'examiner la nécessité d'un état-major de commandement fédéral permanent au niveau opérationnel ([20.3478](#)).
- › Le PLR a reconnu les problèmes liés au maintien des effectifs de l'armée et des services civils et s'engage à trouver des solutions appropriées dans les commissions de politique de sécurité et au Parlement ([19.3851](#); [18.3180](#); [17.3002](#)).
- › Grâce à la pression constante exercée par le PLR sur le Conseil fédéral, de nouveaux postes ont été créés au sein du Corps des gardes-frontières (CGFR) au cours des dernières années. Le PLR est favorable à un CGFR correctement doté en ressources humaines et matérielles ([15.3901](#)).

3. Nos revendications à moyen et long terme

- › **Accroître la résilience, anticiper la prochaine crise** : La pandémie du Covid-19 a très clairement démontré à quel point la prévention est importante. La Suisse serait bien avisée de non seulement se préparer à la prochaine pandémie, mais également de prévoir tous les scénarios de crise possibles. Outre une pandémie, il peut s'agir d'une panne de courant généralisée, de cyberattaques ou d'attaques terroristes. Les précautions nécessaires doivent être prises et les dispositifs de sécurité correspondants mis en place. Limiter les mesures de sécurité aux seules pandémies n'est pas une option.
- › **Garantir une armée de milice forte et moderne** : La Suisse n'a pas besoin d'une armée capable de faire face uniquement à une pandémie, comme certains milieux le souhaitent aujourd'hui, mais d'une armée de milice dotée d'un équipement moderne, qui puisse remplir sa mission de défense de base, répondre à toutes sortes de menaces et servir de réserve stratégique en cas de crise. Le maintien des effectifs de l'armée doit être assuré.
- › **Renouveler les principaux systèmes de l'armée et sécuriser les emplois** : La pandémie de Covid-19 n'a pas changé la situation en matière de menaces. Les principaux systèmes sol-air doivent être renouvelés de toute urgence. L'acquisition de nouveaux avions de chasse, d'un système de défense sol-air et le renouvellement des principaux systèmes au sol feront l'objet de créances compensatoires. Cela signifie que des commandes d'une valeur de CHF 12,6 milliards seront attribuées à des entreprises suisses. Un apport positif pour notre économie pour la période post-Covid-19 et un moyen de préserver des emplois dans notre pays.
- › **Capacité suffisante du personnel de la protection civile** : La protection civile a rendu des services exceptionnels lors de la crise du Covid-19 et a souligné son importance. Cependant, son effectif est en danger. Il faut enfin remédier efficacement à l'inquiétante pénurie de personnel. Les conditions doivent être examinées afin de s'assurer que les personnes effectuant leur service civil puissent accomplir des missions de protection civile.
- › **Convoquer le service civil en cas d'incident** : En cas de crise sanitaire, le service civil devrait être davantage utilisé, de nombreux actifs ayant une formation de base en soins infirmiers. Toutefois, en l'absence de structure organisée, il n'est pas possible de mobiliser des unités plus importantes. La structure organisationnelle légère telle que nous la connaissons doit être maintenue pour les situations normales, puisqu'elle assure un fonctionnement efficace et rentable. Néanmoins, un cadre juridique et

organisationnel doit être créé afin que des unités plus importantes, avec une expérience en matière de soins infirmiers, puissent être rapidement déployées et assignées d'incident. Pour ce faire, il serait judicieux de créer un pool opérationnel qui puisse être activé dans les situations de crise. En outre, la formation médicale et infirmière de base au service civil doit être renforcée.

- › **État-major de commandement fédéral opérationnel permanent pour toutes les crises** : Les défis opérationnels rencontrés lors de la crise du Covid-19 montrent la nécessité d'un état-major de commandement fédéral opérationnel permanent, doté des compétences appropriées. Bien que l'État-major fédéral Protection de la population existant (EMFP) ait rendu des services exceptionnels, il n'est pas situé à un échelon suffisamment élevé pour pouvoir véritablement exercer la fonction de conduite d'un état-major de crise. L'État-major permanent de crise assurerait également la transition entre la gestion de crise et la gestion des risques à long terme.
- › **Renforcer la gestion parlementaire des risques** : Le Parlement doit être davantage impliqué dans la gestion des risques à l'avenir. L'actuel groupe de travail de la commission de gestion qui établit le reporting sur les risques est basé sur le passé. La gestion future des risques au sein du Parlement doit être renforcée, soit dans le cadre des structures existantes, soit en adaptant les structures.
- › **Vérifier les réserves obligatoires** : Les réserves obligatoires jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement de la population en biens essentiels. Pendant la crise du Covid-19, les biens nécessaires aux besoins quotidiens n'ont pas manqué. Cependant, la crise a révélé des lacunes dans l'approvisionnement en masques de protection, désinfectants et matériel médical, ainsi que pour certains médicaments. Au lendemain de la crise Covid-19, une analyse sans complaisance de la situation des réserves obligatoires s'impose.
- › **Moyens suffisants pour le Corps des gardes-frontières** : La gestion des frontières a bien fonctionné pendant la crise et les accords de Schengen/Dublin ont fait leurs preuves. La fermeture des frontières est une mesure de dernier recours, que le CGFR, avec le soutien subsidiaire de l'armée, a très bien maîtrisée. Cependant, le Corps des gardes-frontières dépend également de ressources et de personnel suffisants en temps normal. Il joue un rôle décisif dans l'architecture de sécurité de la Suisse, par exemple pour prévenir le tourisme criminel ou pour canaliser les flux migratoires. Il est probable que la prochaine crise majeure soit une crise migratoire.